

Le 11 janvier 2024

## Étudiant gelé cherche du fric pour l'enseignement public

**En plein hiver, des étudiants et étudiantes de l'ULB se retrouvent forcés à passer leurs examens dans un hangar froid à l'autre bout de Bruxelles. Est-ce que l'enseignement supérieur francophone est à ce point à court de moyens que pour permettre aux étudiants de passer leurs examens dans des conditions décentes ? Il est plus que temps que la ministre Bertieaux écoute les cris d'alerte et mette en place un vrai plan de refinancement.**

Malgré les avertissements répétés des recteurs et rectrices, malgré l'état délabré des bâtiments des universités et des hautes écoles, malgré les étudiants assis sur le sol tout au long de l'année, le gouvernement de la communauté refuse de prendre des mesures concrètes et structurelles pour lutter contre le sous-financement de l'enseignement supérieur.

A l'université, entre 2011 et 2021, le financement par étudiant a baissé de 20% (en euros constants). Le nombre d'étudiants explose et le budget ne suit pas. Et ce ne sont pas les quelques augmentations superficielles, annoncées fièrement par le gouvernement, qui vont réussir à inverser la courbe du définancement volontaire de notre enseignement supérieur. En plus des infrastructures délabrées, les étudiants doivent faire face à des conditions d'études et d'examens injustes et compliquées. QCM à points négatifs, manque d'examens oraux, auditoriums surpeuplés ou encore encadrement minimal font partie du quotidien des étudiants de l'enseignement supérieur. Les étudiants de première année doivent tout particulièrement faire face à des conditions difficiles, où le manque de moyen entraîne un tri caché, éliminant en premier lieu les étudiants aux origines précaires, moins préparés aux études supérieures.

Madame la ministre, arrêtez de vouloir mettre en place une réforme élitiste. Les conditions de réussite bien trop strictes après deux ans d'études vont entraîner l'exclusion arbitraire d'étudiants. Vous passez à côté des vrais enjeux, il faut revoir la loi de financement et permettre au budget d'évoluer selon les besoins concrets de l'enseignement supérieur. Commencez à écouter l'ensemble des acteurs de terrain, et travailler avec vos partenaires pour créer un enseignement véritablement juste, de qualité, et accessible à toutes et tous.

**Étudier est un droit, pas un privilège, et étudier dans des conditions décentes également. Une pétition tourne actuellement sur les campus, et montre bien la mobilisation des étudiants en faveur d'un refinancement de l'enseignement supérieur et du retrait de la réforme du décret paysage. Nous gagnerions toutes et tous à offrir un enseignement de qualité à l'ensemble de la population. Il faut agir d'urgence pour permettre aux étudiants d'étudier, et de passer leurs examens, le plus sereinement possibles, sans freins d'accès aux études ni lors de la poursuite de celles-ci.**



Présidente de la FEF: **Emila Hoxhaj** | T 0492 27 87 52 | [emila.hoxhaj@fef.be](mailto:emila.hoxhaj@fef.be)

Chargé de communication de la FEF: **Renaud Leemans** | T 0492 27 87 59 | [renaud.leemans@fef.be](mailto:renaud.leemans@fef.be)